

Objekttyp: **FrontMatter**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **30 (1993)**

Heft 1147

PDF erstellt am: **28.04.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

<http://www.e-periodica.ch>

Domaine Public DP

JAA
1002 Lausanne

11 novembre 1993 - n° 1147
Hebdomadaire romand
Trentième-et-unième année

Donnant donnant

Personne ne refuse de suivre un régime lorsque son taux de cholestérol est trop élevé. Pour autant bien sûr qu'il ait confiance dans son médecin et qu'il tienne à la vie.

C'est un peu la même attitude que les employeurs, tant privés que publics, cherchent à faire adopter aujourd'hui aux travailleurs lorsqu'ils refusent d'indexer les salaires au coût de la vie. «Pour le salut de l'entreprise, des finances publiques, de l'économie nationale, acceptez, disent-ils, une baisse réelle de votre revenu.»

Mais les salariés, de plus en plus, rechignent. C'est que leur sort individuel n'est pas toujours directement en cause et le lien entre le sacrifice demandé et le maintien des emplois souvent peu évident. Ils n'ont plus confiance dans le médecin et son diagnostic. N'observent-ils pas que la cure prescrite ne touche pas équitablement tous les patients ? Les actionnaires et les cadres dirigeants s'en sortent mieux qu'eux. Lorsqu'ils sont fonctionnaires, c'est-à-dire la cible privilégiée de l'assainissement des finances publiques, ils constatent qu'ils ont à assumer la conséquence des baisses imprudentes d'impôts de ces dernières années, profitables avant tout aux contribuables aisés.

De manière générale, les négociations salariales en cours se déroulent dans un climat de méfiance, voire d'hostilité, sur fond de mauvaise foi. Arguant de la situation économique morose, les employeurs cherchent visiblement à limer les salaires, même si l'état de santé de la branche ou de l'entreprise ne le justifie pas. La chimie bâloise florissante, Migros et Coop dont on n'a pas connaissance qu'ils sont dans les chiffres rouges, refusent la pleine compensation du renchérissement. Les entrepreneurs de la construction leur emboîtent le pas au mépris de la signature apposée au bas de la récente convention collective. La parole donnée n'a plus cours. Et le maintien du pouvoir d'achat, quand il est concédé, se fait pour partie au nom du mérite.

Les milieux patronaux déploient des trésors d'imagination pour affirmer de nouveaux liens de solidarité. Entre salariés et chômeurs, entre secteur privé et public, entre collectivités publiques.

Chacun prend prétexte des ennuis de l'autre et de la récession générale pour justifier la nécessaire austérité de tous, entendez de la grande majorité des salariés. Comme si ces derniers avaient copieusement profité jusqu'ici.

Les faits parlent un langage différent. Depuis plusieurs années la rémunération du capital croît plus rapidement que celle du travail; dans la répartition de la richesse produite, la part des salariés s'est donc amenuisée. Par ailleurs les organisations syndicales font preuve d'une grande retenue dans leurs revendications. Ainsi les travailleurs de la construction ont renoncé à plus de 7% de leur pouvoir d'achat en deux ans, alors même que la moyenne des salaires est particulièrement basse dans la branche. Les fonctionnaires fédéraux étaient prêts à se contenter d'un ajustement de 2% seulement pour l'an prochain, mais le Conseil fédéral a cru bon de rogner encore 0,3%, une économie de bouts de chandelle qui met en péril les relations entre partenaires sociaux.

Le mouvement syndical et les salariés sont conscients des difficultés de l'économie helvétique. Ils n'ont aucun intérêt à aggraver ces difficultés par des exigences démesurées. Mais le discours patronal sur la flexibilité salariale et la réduction des coûts de production, plus idéologique que factuel, les suppressions souvent trop hâtives de postes de travail en forme de sauve-qui-peut et l'annonce que la reprise ne compensera de loin pas l'hémorragie des emplois, tous ces éléments suscitent une méfiance justifiée de la part des salariés. Ces derniers ne sont plus prêts à accorder un chèque en blanc aux patrons; ils veulent voir pour croire. Voir les comptes de l'entreprise pour croire à la gravité de la situation; dire leur mot sur l'amélioration de l'organisation du travail. Bref, participer. Et obtenir des garanties pour que, si des sacrifices sont vraiment nécessaires aujourd'hui, ils obtiennent leur part des meilleurs résultats demain.

Les économistes nous disent que la confiance est un élément indispensable à la reprise. Ils pensent d'abord aux investisseurs et aux consommateurs. Or celle des salariés est tout aussi importante. Les employeurs semblent aujourd'hui l'oublier.

JD